

CIBLE

Kurdes

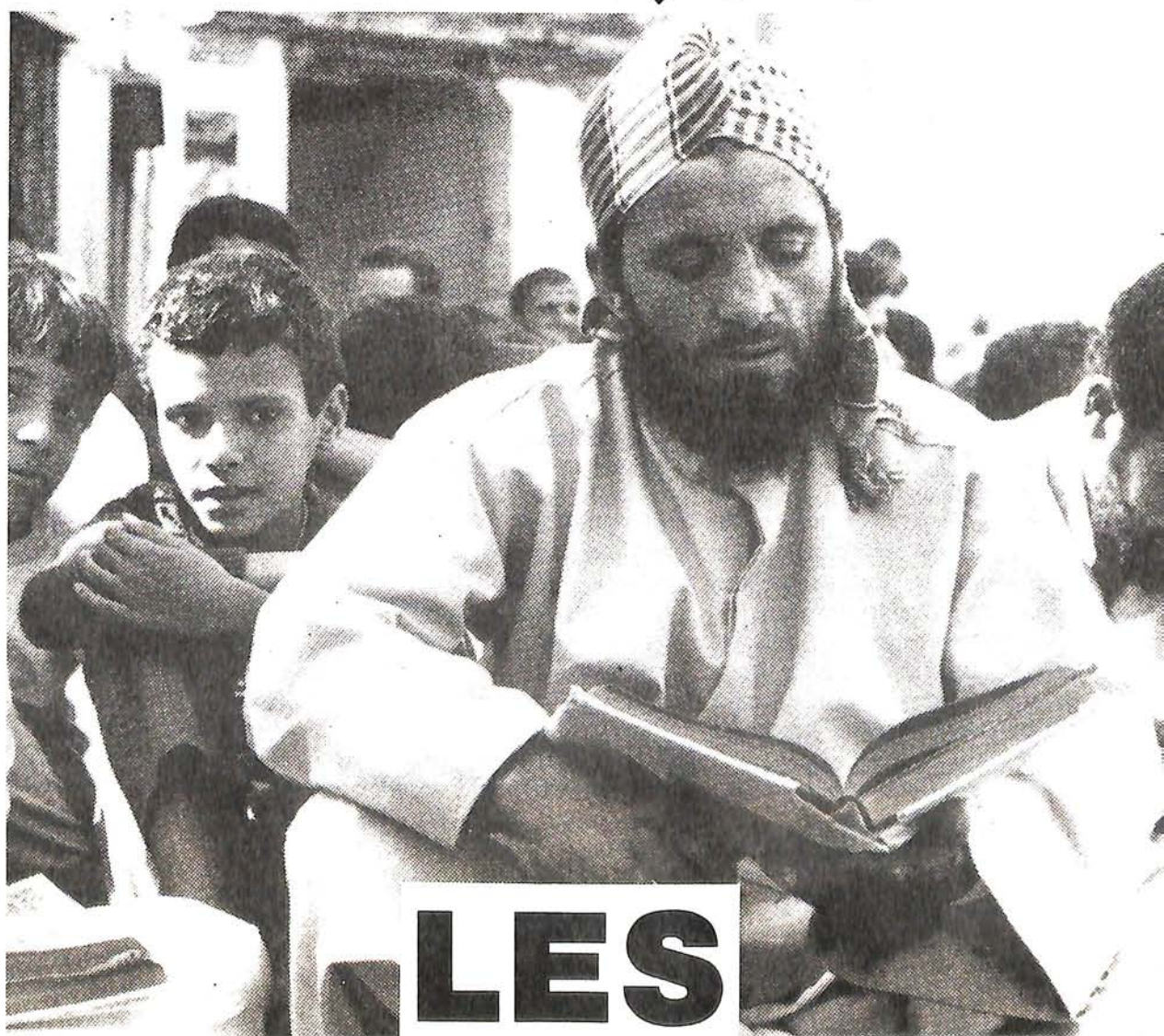
Bonne année, les Kurdes ! Victimes d'une impitoyable répression en Irak et en Turquie, des Kurdes se sont réfugiés en France. Certains d'entre eux, qui se sont vus refuser le droit d'asile, avaient entamé une grève de la faim à Notre-Dame-de-la-Garde. Chassés par la police, ils s'étaient installés sur le parvis.

Une telle conduite, manifestement pacifique, a paru intolérable aux pouvoirs publics. Aussi, en guise d'apéritif pour le réveillon de Nouvel an, les téléspectateurs ont pu assister à l'assaut donné par les C.R.S. et à la très violente chasse à l'homme qui a suivi.

Telles sont les méthodes couvertes par le ministre de l'Intérieur qui provoquent honte et dégoût, mais aussi inquiétude devant le dispositif de répression et d'expulsion qui se met en place. Raison de plus pour manifester le samedi 25 janvier pour les droits de l'homme, pour le droit d'asile, pour l'intégration.

ALGÉRIE

POURQUOI



LES

ISLAMISTES ?

M2242 - 571 - 15,00 F



Escrocs

De Maxwell en Paretti

On s'aperçoit aujourd'hui que la période d'hyper-libéralisme fut la belle époque de l'affairisme véreux. En voici deux exemples parmi tant d'autres...

On ne prête qu'aux riches, dit-on. Il faudrait préciser qu'on prête encore plus volontiers à ceux qui paraissent riches. Ainsi Robert Maxwell, qui fut l'une des grandes figures du capitalisme des années quatre-vingt, et que la gauche, tout particulièrement, célébra comme un des modèles de l'entrepreneur dynamique. Il est vrai que, pour des socialistes français fraîchement convertis aux vertus du marché, l'homme avait tout pour plaire : ce Tchèque résistant, décoré comme tel par les Anglais, avait été député travailliste et couvrait François Mitterrand d'éloges dithyrambiques. L'homme était reçu à l'Elysée, Jack Lang l'appelait Bob et lui faisait la bise, et quand Lionel Stoleru quitta le gouvernement, Maxwell lui offrit une belle place dans son journal *The European* - insulte permanente à la cause de la langue française en Europe dont presque personne ne daigna se formaliser.

On sait que, l'automne dernier, Captain Bob trouva la mort dans des circonstances mystérieuses. Et l'on apprend maintenant que cet homme si respectable fut un escroc de la plus belle espèce, connu comme tel à Londres depuis les années cinquante. Ce travailliste briseur de syndicats et expert en licenciements collectifs, cet éminent financier entré dans la carrière par de jolies faillites frauduleuses, ce socialiste qui fauchait l'argent des retraites de son personnel avait tout simplement fait grossir une énorme bulle financière - les capitaux fictifs d'une société servant à garantir les emprunts qui permettaient de monter une autre affaire.

Le plus étonnant, dans l'histoire, ce n'est pas le mécanisme de l'escroquerie ni son ampleur, mais la com-



plaisance des milieux financiers : les plus clairvoyants des membres de la City se laissaient prendre à son charme, et les banques françaises craignaient de lui refuser un prêt. Cela n'empêche pas les banquiers de s'entourer de myriades d'analystes financiers utilisant des techniques de pointe. Et, naturellement, cela ne vous empêchera pas d'être sévèrement jugé, et taxé, pour un découvert de 200 francs. A bien y réfléchir, cette rigueur est tout à fait logique : il faut bien que les banques récupèrent sur les fauchés honnêtes ce qu'elles perdent avec les crapules enrichies.

Ainsi Giancarlo Parretti : le fait que ce personnage ait traîné une solide réputation de mafioso n'a pas empêché le Crédit Lyonnais de lui prêter 10 milliards de francs, lorsqu'il s'est mis en tête d'acheter la Metro Goldwyn Mayer. Parretti a été emprisonné fin décembre pour fraude fiscale et association de malfaiteurs. M. Haberer, quant à lui, est toujours dans son fauteuil de président du Crédit Lyonnais, banque nationale. On ose espérer, du moins, que son mandat ne sera pas renouvelé.

Annette DELRANCK

La Cinq

Les dégâts de Lagardère

Le dépôt de bilan de la cinquième chaîne a entraîné quelques règlements de comptes. Mettons, à notre tour, quelques pinces de sel sur les plaies vives d'un certain capitalisme.

Soyons francs : lorsque le président de la République a décidé la création d'une chaîne privée, nous avons été contre en annonçant, ce qui n'était pas bien difficile, que seule la médiocrité y gagnerait. Et lorsque la droite a privatisé TF1 nous avons dénoncé cette entreprise de démolition du service public pour de stupides raisons idéologiques. Nous n'allons donc pas verser des larmes de crocodile sur une entreprise qui était vouée, soit à une médiocrité croissante, soit à l'échec.

Car soyons clairs : ou bien on fait de la télévision commerciale pour gagner de l'argent, et l'on respecte la dictature de l'Audimat, ou bien on s'efforce de produire des programmes de qualité et le souci de rentabilité se compose avec le respect du public. La Cinq a emprunté successivement tous les chemins de la démagogie et de la vulgarité (des spectacles, des informations, des informations-spectacles) sans devenir pour autant rentable. Pourquoi ? Parce qu'une grande chaîne généraliste privée qui marche, c'est une chaîne du service public qui a été privatisée et qui bénéficie de l'ensemble de l'héritage et du savoir-faire de la chaîne. Sinon on choisit, comme l'a fait judicieusement la Six, des objectifs modestes et l'on se contente de moyens modestes. La Cinq, quant à elle, a voulu affronter à la fois la grosse chaîne privée et le service public. Elle ne pouvait manquer de s'y casser les reins.

Et soyons durs : Jean-Luc Lagardère et ses affidés ont démontré dans cette affaire leur légèreté (en s'engageant au-delà du raisonnable devant le C.S.A. alors qu'ils connaissaient les contraintes légales et les difficultés spécifiques de l'entreprise) et ont fait la preuve en quelques mois de leur prodigieuse incompétence. Comme autrefois ces capitalistes qui s'offraient, selon leurs moyens, des danseuses, des journaux ou des écuries de courses, J.-L. Lagardère s'est offert une chaîne par caprice et/ou par volonté de puissance. Le jouet ne marche pas et M. Lagardère le rejette. Cela ne l'empêchera pas de vivre, ni de plastronner, ni de faire de nouvelles affaires. L'ennui est qu'il avait aussi acheté tout un personnel qui est, comme toujours, sacrifié aux impératifs de rentabilité du groupe. Mais M. Lagardère continuera de jouir de l'estime générale.

Soyons logiques enfin : ou bien on croit dur comme fer aux lois du marché, ou bien on s'en remet aux autorités publiques ; mais on ne peut à la fois glorifier le libéralisme économique et se plaindre que le gouvernement ait laissé faire. Les vrais responsables du gâchis s'appellent Berlusconi, Hersant et Lagardère. Et la morale capitaliste fait que leurs méfaits resteront impunis.

Sylvie FERNOY

Lire « Royaliste » c'est bien ...
... s'y abonner c'est mieux !

Votre abonnement nous aidera à développer notre action

L qu'implique la position arbitrale des rois leur interdit normalement de dévoiler leurs états d'âme. On mesure donc toute l'importance de leurs vœux de fin d'année où ils s'expriment librement. Unité nationale, défense de la démocratie et rejet des intolérances furent quelques uns des thèmes abordés par la reine d'Angleterre, le roi d'Espagne et le souverain belge.

La reine Elisabeth, constatant la «vitesse déroutante des changements» intervenus à l'Est, a invité ses concitoyens à s'interroger sur cette liberté « à laquelle nous attachons tant de prix et que nous tenons facilement pour acquise. Cela pourrait être une occasion de réfléchir sur notre sort enviable et pour savoir si nous avons quelque chose à montrer en exemple à ceux qui viennent récemment de se libérer de la dictature. Nous qui affirmons être le monde libre, devrions nous pencher sur ce que nous entendons réellement par le mot liberté, et comment nous pourrions contribuer, lorsqu'elle est établie, à la garantir ».

Son cousin belge s'est également félicité que « l'aspiration à la liberté et au respect des droits de l'homme s'est avérée plus forte qu'un des régi-

mes les plus répressifs de l'Histoire ». Mais il n'a pas caché ses raisons d'inquiétude : « la disparition du communisme, a souligné le roi Baudouin, s'est accompagnée de l'exacerbation de nationalismes qui avaient longtemps été étouffés... Dans plusieurs pays, dont le nôtre, le racisme refait surface de façon inquiétante. Il n'y a pas de compromis possible avec une telle attitude qui nie des valeurs humaines et démocratiques fondamentales. Il faut la combattre et en même temps nous attaquer à des situations qui favorisent l'extrémisme comme l'insécurité dans les grandes villes », allusion très claire du souverain aux récentes élections législatives belges qui ont porté au Parlement des élus du Vlaams Blok - formation d'extrême droite nationaliste flamande. La situation politique belge apparaissait encore lorsqu'il s'est une nouvelle fois insurgé contre le climat de guerre civile entre les deux communautés linguistiques. Le roi Baudouin a plaidé fermement pour un « nouveau civisme fédéral ».

A Madrid, dans son intervention télévisée, le roi Juan Carlos appela le peuple espagnol à l'unité : « Au delà de toutes les différences, nous devons nous réunir autour de ce qui est fondamental, l'appui total et unanime à des intérêts nationaux facilement identifiables... Je pense qu'il est très possible de trouver des convergences, des points de rencontre autour des thèmes et des principes de base sur lesquels nous tous pouvons coopérer et nous sentir unis pour assurer le progrès de notre patrie ». Faisant allusion aux récents scandales politico-financiers qui ont ébranlé jusqu'au parti socialiste, le roi mit en garde : « Quoique aujourd'hui les aspirations matérielles occupent une place importante, nous ne devons pas rompre avec les principes éthiques les plus élémentaires, avec le respect des valeurs morales et des règles de conduite qui doivent diriger les hommes dans leur vie. Par chance, souligna le souverain, la transparence inhérente à la démocratie, la liberté de critique et la justice dans l'application des règles permettent de mettre à

qu'étant limitées, ont tendance à être généralisées par l'opinion ». De façon claire, ces trois souverains ont ainsi réaffirmé les valeurs démocratiques dont leur personne et leur couronne sont les garants. Face à la montée des périls, dans un climat d'incertitude, ils ont rappelé des principes essentiels avec toute la clairvoyance et la force de leur indépendance à l'égard des partis politiques. Plus que jamais, ils se sont montrés l'incarnation de leur nation, dans ses vertus politiques, humaines et sociales. Pas un n'a omis d'évoquer son souci de servir le bien commun et l'intérêt supérieur du pays. Sans esprit partisan, sans souci d'échéances électorales, ils peuvent, eux, se le permettre. C'est là toute la différence. Il était bon de s'en souvenir.

Stéphane BERN

Pour tous vos achats de livres :

Utilisez notre « Service librairie » !

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (100 F), six mois (185 F), un an (270 F), de soutien (500F)*

(* Encadrez la formule de votre choix

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

exemples parmi tant d'autres...

On ne prête qu'aux riches, dit-on. Il faudrait préciser qu'on prête encore plus volontiers à ceux qui paraissent riches.

Ainsi Robert Maxwell, qui fut l'une des grandes figures du capitalisme des années quatre-vingt, et que la gauche, tout particulièrement, célébra comme un des modèles de l'entrepreneur dynamique. Il est vrai que, pour des socialistes français fraîchement convertis aux vertus du marché, l'homme avait tout pour plaire : ce Tchèque résistant, décoré comme tel par les Anglais, avait été député travailliste et couvrait François Mitterrand d'éloges dithyrambiques. L'homme était reçu à l'Elysée, Jack Lang l'appelait Bob et lui faisait la bise, et quand Lionel Stoleru quitta le gouvernement, Maxwell lui offrit une belle place dans son journal *The European* - insulte permanente à la cause de la langue française en Europe dont presque personne ne daigna se formaliser.

On sait que, l'automne dernier, Captain Bob trouva la mort dans des circonstances mystérieuses. Et l'on apprend maintenant que cet homme si respectable fut un escroc de la plus belle espèce, connu comme tel à Londres depuis les années cinquante. Ce travailliste briseur de syndicats et expert en licenciements collectifs, cet éminent financier entré dans la carrière par de jolies faillites frauduleuses, ce socialiste qui fauchait l'argent des retraites de son personnel avait tout simplement fait grossir une énorme bulle financière - les capitaux fictifs d'une société servant à garantir les emprunts qui permettaient de monter une autre affaire.

Le plus étonnant, dans l'histoire, ce n'est pas le mécanisme de l'escroquerie ni son ampleur, mais la com-



plaisance des milieux financiers : les plus clairvoyants des membres de la City se laissaient prendre à son charme, et les banques françaises craignaient de lui refuser un prêt. Cela n'empêche pas les banquiers de s'entourer de myriades d'analystes financiers utilisant des techniques de pointe. Et, naturellement, cela ne vous empêchera pas d'être sévèrement jugé, et taxé, pour un découvert de 200 francs. A bien y réfléchir, cette rigueur est tout à fait logique : il faut bien que les banques récupèrent sur les fauchés honnêtes ce qu'elles perdent avec les crapules enrichies.

Ainsi Giancarlo Parretti : le fait que ce personnage ait entraîné une solide réputation de mafioso n'a pas empêché le Crédit Lyonnais de lui prêter 10 milliards de francs, lorsqu'il s'est mis en tête d'acheter la Metro Goldwyn Mayer. Parretti a été emprisonné fin décembre pour fraude fiscale et association de malfaiteurs. M. Haberer, quant à lui, est toujours dans son fauteuil de président du Crédit Lyonnais, banque nationale. On ose espérer, du moins, que son mandat ne sera pas renouvelé.

Annette DELRANCK

Soyons francs : lorsque le président de la République a décidé la création d'une chaîne privée, nous avons été contre en annonçant, ce qui n'était pas bien difficile, que seule la médiocrité y gagnerait. Et lorsque la droite a privatisé TF1 nous avons dénoncé cette entreprise de démolition du service public pour de stupides raisons idéologiques. Nous n'allons donc pas verser des larmes de crocodile sur une entreprise qui était vouée, soit à une médiocrité croissante, soit à l'échec.

Car soyons clairs : ou bien on fait de la télévision commerciale pour gagner de l'argent, et l'on respecte la dictature de l'Audimat, ou bien on s'efforce de produire des programmes de qualité et le souci de rentabilité se compose avec le respect du public. La Cinq a emprunté successivement tous les chemins de la démagogie et de la vulgarité (des spectacles, des informations, des informations-spectacles) sans devenir pour autant rentable. Pourquoi ? Parce qu'une grande chaîne généraliste privée qui marche, c'est une chaîne du service public qui a été privatisée et qui bénéficie de l'ensemble de l'héritage et du savoir-faire de la chaîne. Sinon on choisit, comme l'a fait judicieusement la Six, des objectifs modestes et l'on se contente de moyens modestes. La Cinq, quant à elle, a voulu affronter à la fois la grosse chaîne privée et le service public. Elle ne pouvait manquer de s'y casser les reins.

Et soyons durs : Jean-Luc Lagardère et ses affidés ont démontré dans cette affaire leur légèreté (en s'engageant au-delà du raisonnable devant le C.S.A. alors qu'ils connaissaient les contraintes légales et les difficultés spécifiques de l'entreprise) et ont fait la preuve en quelques mois de leur prodigieuse incompetence. Comme autrefois ces capitalistes qui s'offraient, selon leurs moyens, des danseuses, des journaux ou des écuries de courses, J.-L. Lagardère s'est offert une chaîne par caprice et/ou par volonté de puissance. Le jouet ne marche pas et M. Lagardère le rejette. Cela ne l'empêchera pas de vivre, ni de plastronner, ni de faire de nouvelles affaires. L'ennui est qu'il avait aussi acheté tout un personnel qui est, comme toujours, sacrifié aux impératifs de rentabilité du groupe. Mais M. Lagardère continuera de jouir de l'estime générale.

Soyons logiques enfin : ou bien on croit dur comme fer aux lois du marché, ou bien on s'en remet aux autorités publiques ; mais on ne peut à la fois glorifier le libéralisme économique et se plaindre que le gouvernement ait laissé faire. Les vrais responsables du gâchis s'appellent Berlusconi, Hersant et Lagardère. Et la morale capitaliste fait que leurs méfaits resteront impunis.

Sylvie FERNOY

Lire « Royaliste » c'est bien ...
... s'y abonner c'est mieux !

Votre abonnement nous aidera à développer notre action

royaliste

SOMMAIRE : p. 2 : La bonne année des rois - p. 3 : De Maxwell en Parretti - Les dégâts de Lagardère - p. 4 : Inquisition - Pourquoi les islamistes ? - p. 5 : Les douze vingt ans après - p. 6/7 : Tziganes : Lutter pour être reconnus - p. 8 : La France d'Eugen Weber - Guerres et paix - p. 9 : L'Europe c'est à dire l'humanité - p. 10 : Les piques d'A. Karr - Encore des perdants - p. 11 : Action royaliste - p. 12 : Devant les guerres civiles.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
☎ (1) 42.97.42.57
Dir. de la publication : Yvan AUMONT
Comm. parit. 51700 - ISSN 0151-5772
Diffusion NMPP - Imprimé en France

La bonne année des rois

La réserve constitutionnelle qu'implique la position arbitrale des rois leur interdit normalement de dévoiler leurs états d'âme. On mesure donc toute l'importance de leurs vœux de fin d'année où ils s'expriment librement. Unité nationale, défense de la démocratie et rejet des intolérances furent quelques uns des thèmes abordés par la reine d'Angleterre, le roi d'Espagne et le souverain belge.

La reine Elisabeth, constatant la «vitesse déroutante des changements» intervenus à l'Est, a invité ses concitoyens à s'interroger sur cette liberté « à laquelle nous attachons tant de prix et que nous tenons facilement pour acquise. Cela pourrait être une occasion de réfléchir sur notre sort enviable et pour savoir si nous avons quelque chose à montrer en exemple à ceux qui viennent récemment de se libérer de la dictature. Nous qui affirmons être le monde libre, devrions nous pencher sur ce que nous entendons réellement par le mot liberté, et comment nous pourrions contribuer, lorsqu'elle est établie, à la garantir ».

Son cousin belge s'est également félicité que « l'aspiration à la liberté et au respect des droits de l'homme s'est avérée plus forte qu'un des régi-

Les occasions sont rares pour les souverains européens de s'adresser directement à leur peuple sans que leurs propos ne soient préalablement sanctionnés par leur Premier ministre. Les vœux de Nouvel An en sont une.

mes les plus répressifs de l'Histoire ». Mais il n'a pas caché ses raisons d'inquiétude : « la disparition du communisme, a souligné le roi Baudouin, s'est accompagnée de l'exacerbation de nationalismes qui avaient longtemps été étouffés... Dans plusieurs pays, dont le nôtre, le racisme refait surface de façon inquiétante. Il n'y a pas de compromis possible avec une telle attitude qui nie des valeurs humaines et démocratiques fondamentales. Il faut la combattre et en même temps nous attaquer à des situations qui favorisent l'extrémisme comme l'insécurité dans les grandes villes », allusion très claire du souverain aux récentes élections législatives belges qui ont porté au Parlement des élus du Vlaams Blok - formation d'extrême droite nationaliste flamande. La situation politique belge apparaissait encore lorsqu'il s'est une nouvelle fois insurgé contre le climat de guerre civile entre les deux communautés linguistiques. Le roi Baudouin a plaidé fermement pour un « nouveau civisme fédéral ».

A Madrid, dans son intervention télévisée, le roi Juan Carlos appela le peuple espagnol à l'unité : « Au delà de toutes les différences, nous devons nous réunir autour de ce qui est fondamental, l'appui total et unanime à des intérêts nationaux facilement identifiables... Je pense qu'il est très possible de trouver des convergences, des points de rencontre autour des thèmes et des principes de base sur lesquels nous tous pouvons coopérer et nous sentir unis pour assurer le progrès de notre patrie ». Faisant allusion aux récents scandales politico-financiers qui ont ébranlé jusqu'au parti socialiste, le roi mit en garde : « Quoique aujourd'hui les aspirations matérielles occupent une place importante, nous ne devons pas rompre avec les principes éthiques les plus élémentaires, avec le respect des valeurs morales et des règles de conduite qui doivent diriger les hommes dans leur vie. Par chance, souligna le souverain, la transparence inhérente à la démocratie, la liberté de critique et la justice dans l'application des règles permettent de mettre à

jour et de sanctionner publiquement des actions répréhensibles qui, bien qu'étant limitées, ont tendance à être généralisées par l'opinion ».

De façon claire, ces trois souverains ont ainsi réaffirmé les valeurs démocratiques dont leur personne et leur couronne sont les garants. Face à la montée des périls, dans un climat d'incertitude, ils ont rappelé des principes essentiels avec toute la clairvoyance et la force de leur indépendance à l'égard des partis politiques. Plus que jamais, ils se sont montrés l'incarnation de leur nation, dans ses vertus politiques, humaines et sociales. Pas un n'a omis d'évoquer son souci de servir le bien commun et l'intérêt supérieur du pays. Sans esprit partisan, sans souci d'échéances électorales, ils peuvent, eux, se le permettre. C'est là toute la différence. Il était bon de s'en souvenir.

Stéphane BERN

Pour tous vos achats de livres :

Utilisez notre « Service librairie » !

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (100 F), six mois (185 F), un an (270 F), de soutien (500F)*
(* Encadrez la formule de votre choix)

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

royaliste

SOMMAIRE : p. 2 : La bonne année des rois - p. 3 : De Maxwell en Paretti - Les dégâts de Lagardère - p. 4 : Inquisition - Pourquoi les islamistes ? - p. 5 : Les douzes vingt ans après - p. 6/7 : Tziganes : Lutter pour être reconnus - p. 8 : La France d'Eugen Weber - Guerres et paix - p. 9 : L'Europe c'est à dire l'humanité - p. 10 : Les piques d'A. Karr - Encore des perdants - p. 11 : Action royaliste - p. 12 : Devant les guerres civiles.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
☎ (1) 42.97.42.57

Dir. de la publication : Yvan AUMONT
Comm. parit. 51700 - ISSN 0151-5772
Diffusion NMPP - Imprimé en France

De Maxwell en Paretti

On s'aperçoit aujourd'hui que la période d'hyper-libéralisme fut la belle époque de l'affairisme véreux. En voici deux exemples parmi tant d'autres...

On ne prête qu'aux riches, dit-on. Il faudrait préciser qu'on prête encore plus volontiers à ceux qui paraissent riches. Ainsi Robert Maxwell, qui fut l'une des grandes figures du capitalisme des années quatre-vingt, et que la gauche, tout particulièrement, célébra comme un des modèles de l'entrepreneur dynamique. Il est vrai que, pour des socialistes français fraîchement convertis aux vertus du marché, l'homme avait tout pour plaire : ce Tchèque résistant, décoré comme tel par les Anglais, avait été député travailliste et couvrait François Mitterrand d'éloges dithyrambiques. L'homme était reçu à l'Elysée, Jack Lang l'appelait Bob et lui faisait la bise, et quand Lionel Stoleru quitta le gouvernement, Maxwell lui offrit une belle place dans son journal *The European* - insulte permanente à la cause de la langue française en Europe dont presque personne ne daigna se formaliser.

On sait que, l'automne dernier, Captain Bob trouva la mort dans des circonstances mystérieuses. Et l'on apprend maintenant que cet homme si respectable fut un escroc de la plus belle espèce, connu comme tel à Londres depuis les années cinquante. Ce travailliste briseur de syndicats et expert en licenciements collectifs, cet éminent financier entré dans la carrière par de jolies faillites frauduleuses, ce socialiste qui fauchait l'argent des retraites de son personnel avait tout simplement fait grossir une énorme bulle financière - les capitaux fictifs d'une société servant à garantir les emprunts qui permettaient de monter une autre affaire.

Le plus étonnant, dans l'histoire, ce n'est pas le mécanisme de l'escroquerie ni son ampleur, mais la com-



plaisance des milieux financiers : les plus clairvoyants des membres de la City se laissaient prendre à son charisme, et les banques françaises craignaient de lui refuser un prêt. Cela n'empêcha pas les banquiers de s'entourer de myriades d'analystes financiers utilisant des techniques de pointe. Et, naturellement, cela ne vous empêchera pas d'être sévèrement jugé, et taxé, pour un découvert de 200 francs. A bien y réfléchir, cette rigueur est tout à fait logique : il faut bien que les banques récupèrent sur les fauchés honnêtes ce qu'elles perdent avec les crapules enrichies.

Ainsi Giancarlo Parretti : le fait que ce personnage ait entraîné une solide réputation de mafioso n'a pas empêché le Crédit Lyonnais de lui prêter 10 milliards de francs, lorsqu'il s'est mis en tête d'acheter la Metro Goldwyn Mayer. Parretti a été emprisonné fin décembre pour fraude fiscale et association de malfaiteurs. M. Haberer, quant à lui, est toujours dans son fauteuil de président du Crédit Lyonnais, banque nationale. On ose espérer, du moins, que son mandat ne sera pas renouvelé.

Annette DELRANCK

Les dégâts de Lagardère

Le dépôt de bilan de la cinquième chaîne a entraîné quelques règlements de comptes. Mettons, à notre tour, quelques pinces de sel sur les plaies vives d'un certain capitalisme.

Soyons francs : lorsque le président de la République a décidé la création d'une chaîne privée, nous avons été contre en annonçant, ce qui n'était pas bien difficile, que seule la médiocrité y gagnerait. Et lorsque la droite a privatisé TF1 nous avons dénoncé cette entreprise de démolition du service public pour de stupides raisons idéologiques. Nous n'allons donc pas verser des larmes de crocodile sur une entreprise qui était vouée, soit à une médiocrité croissante, soit à l'échec.

Car soyons clairs : ou bien on fait de la télévision commerciale pour gagner de l'argent, et l'on respecte la dictature de l'audimat, ou bien on s'efforce de produire des programmes de qualité et le souci de rentabilité se compose avec le respect du public. La Cinq a emprunté successivement tous les chemins de la démagogie et de la vulgarité (des spectacles, des informations, des informations-spectacles) sans devenir pour autant rentable. Pourquoi ? Parce qu'une grande chaîne généraliste privée qui marche, c'est une chaîne de service public qui a été privatisée et qui bénéficie de l'ensemble de l'héritage et du savoir-faire de la chaîne. Sinon on choisit, comme l'a fait judicieusement la Six, des objectifs modestes et l'on se contente de moyens modestes. La Cinq, quant à elle, a voulu affronter à la fois la grosse chaîne privée et le service public. Elle ne pouvait manquer de s'y casser les reins.

Et soyons durs : Jean-Luc Lagardère et ses affidés ont démontré dans cette affaire leur légèreté (en s'engageant au-delà du raisonnable devant le C.S.A. alors qu'ils connaissaient les contraintes légales et les difficultés spécifiques de l'entreprise) et ont fait la preuve en quelques mois de leur prodigieuse incompétence. Comme autrefois ces capitalistes qui s'offraient, selon leurs moyens, des danseuses, des journaux ou des écuries de courses, J.-L. Lagardère s'est offert une chaîne par caprice et/ou par volonté de puissance. Le jouet ne marche pas et M. Lagardère le rejette. Cela ne l'empêchera pas de vivre, ni de plastronner, ni de faire de nouvelles affaires. L'ennui est qu'il avait aussi acheté tout un personnel qui est, comme toujours, sacrifié aux impératifs de rentabilité du groupe. Mais M. Lagardère continuera de jouir de l'estime générale.

Soyons logiques enfin : ou bien on croit dur comme fer aux lois du marché, ou bien on s'en remet aux autorités publiques ; mais on ne peut à la fois glorifier le libéralisme économique et se plaindre que le gouvernement ait laissé faire. Les vrais responsables du gâchis s'appellent Berlusconi, Hersant et Lagardère. Et la morale capitaliste fait que leurs méfaits resteront impunis.

Sylvie FERNOY

**Lire « Royaliste » c'est bien...
... s'y abonner c'est mieux !**

Votre abonnement nous aidera à développer notre action

Inquisition

Notre journal a publié à plusieurs reprises de vives critiques des orientations politiques et de l'idéologie des Verts. Nous n'en sommes que plus à l'aise pour dire que la campagne de délation et les mesures inquisitoriales qui les frappent nous sont insupportables.

De quoi s'agit-il ? D'une histoire d'argent. Les Verts sont sous le coup de poursuites judiciaires à l'instigation des services fiscaux pour faux et usages de faux en écritures de commerce. Les Verts auraient perçu, sous forme de commission, la différence entre le coût de l'impression d'un matériel de campagne électorale et les sommes remboursées par l'Etat. Est-ce illégal ? Non. Le fisc reproche aux Verts d'avoir trouvé un imprimeur moins cher que les autres, et d'avoir touché une commission qui est tout à fait normale lors de la passation d'un marché : rien n'oblige en effet une organisation à verser une commission à un intermédiaire étranger à elle-même, plutôt qu'à un de ses adhérents chargé de ce type de négociations commerciales.

Si les Verts sont poursuivis pour une affaire de ce type, il faut enquêter sans attendre sur les pratiques commerciales de tous les autres partis politiques - qui ne se gênent pas, comme chacun sait, pour réaliser de petits et de gros bénéfices lors de la passation des marchés.

Il n'est pas difficile de deviner que les Verts sont victimes d'une tentative d'intimidation politique, d'autant plus indigne qu'on cherche à frapper à la caisse et à discréditer un parti qui ne roule manifestement pas sur l'or.

Y.L.

Minitel 36 15
AGIR.NAR

Pourquoi les islamistes ?

La victoire électorale du F.I.S. suscite une inquiétude légitime. Mais son ampleur ne saurait surprendre dans la mesure où elle sanctionne une faillite politique globale.

Dans les jours qui ont suivi le premier tour des élections algériennes, deux silences ont souligné l'embarras qui règne dans les milieux dirigeants français : celui du gouvernement, qui voit sa politique compromise dans l'ensemble du Maghreb, et celui de la vieille intelligentsia de gauche qui avait passionnément soutenu la cause du F.L.N. D'où, chez nombre d'anciens militants de l'indépendance algérienne, un aveuglement plus ou moins volontaire sur les fautes et sur les échecs du parti au pouvoir.

Certes, la lucidité est difficile et parfois douloureuse, lorsqu'il s'agit d'une cause que l'on a soutenue. Mais cette absence de critique (alors que nombre de Français installés en Algérie après l'indépendance ne pouvaient pas ignorer les méfaits de la nouvelle classe dirigeante) présentait un double inconvénient : les responsables algériens ont pu y voir un encouragement, et l'opinion publique française, tenue régulièrement informée des injustices et des scandales qui affectent le Maroc et le Gabon, n'a pas été avertie de la logique dangereuse dans laquelle s'enfermaient les dirigeants algériens. Cela jusqu'au coup de tonnerre des manifestations d'octobre 1988, et de leur sanglante répression.

Avant l'entrée sur la scène politique du Front islamique du salut, cette explosion de colère a montré l'immense fossé qui s'était creusé au fil des années entre le peuple algérien et le parti qui exerçait le pouvoir en son nom. Certes, les conditions de l'indépendance avaient créé une situation très délicate pour le F.L.N., qui avait



dû combler, avec des cadres de qualité variable, l'immense vide social et économique laissé par le départ d'un million de Français. Sous la houlette de ses dirigeants successifs (Ben Bella, Boumedienne, Chadli) et en référence au socialisme, le F.L.N. s'est approprié la totalité du pouvoir politique et de la puissance économique - propriétés foncières, immobilier, revenus pétroliers. Système des dépouilles, répartition familiale et clientéliste des prébendes et des profits, corruption généralisée : ces pratiques (qui ne sont pas propres à l'Algérie !) ne sont plus à décrire. Elles ont provoqué le mécontentement croissant d'un peuple qui se voyait écarté du système d'enrichissement et qui se trouva privé de tout espoir lorsque la baisse du pétrole provoqua, à partir de 1985, une situation économique et financière dramatique. Exode rural (en raison de l'échec de la politique agricole), impossibilité de masquer plus longtemps le chômage par des emplois

bureaucratiques, vive croissance démographique : toutes les conditions de la révolte urbaine étaient réunies.

Le F.L.N. a cru qu'il pourrait maîtriser la situation en raison de la légitimité historique et politique acquise pendant la guerre d'indépendance. Le peuple algérien ne pouvait se révolter contre ses libérateurs, et renvoyer ses combattants héroïques à leurs foyers... Mais le F.L.N. n'a pas vu que le mythe de la victoire était devenu inopérant, parce que le peuple algérien était de plus en plus composé d'une population jeune, qui n'avait pas connu la période 1954-1962 et qui regardait le F.L.N. comme une bureaucratie incapable de donner des emplois et de créer les conditions du développement économique.

Corruption institutionnelle, échec économique, épuisement mythologique (au sens de l'idée motrice), pauvreté croissante : l'islamisme radical trouvait là un terrain d'autant plus favorable que l'islam a toujours été très présent dans une Algérie étrangère au concept de laïcité parce que la France n'avait pas touché aux structures de la société traditionnelle et parce que le modèle du parti Baas n'a pas été imité. Ajoutez à cela que le thème du retour des femmes à la maison a rencontré un plein succès auprès de jeunes inactifs soucieux de ne pas être dévalorisés...

Pour toutes ces raisons, le succès des islamistes est devenu irrésistible : ni la répression de l'été dernier, ni la désignation d'un nouveau Premier ministre, ni les tentatives de refonte de la vie politique autour d'un parti moderne n'ont abouti. Voici l'Algérie confrontée à une situation périlleuse, qui ne sera pas sans répercussions en France. C'est ce que nous aurons à examiner, lorsque les résultats du second tour seront connus.

Philippe VILLARET

Les douze vingt ans après

Pour rétablir sa popularité, le Président de la République mise sur les retombées intérieures de la politique commune européenne et sur la réforme de la constitution française. Deux enjeux qui ne sont pas sans rapports

la bouche des petits-fils, je me poserais quelques questions sur la pertinence d'un discours qui après quarante ans, a si peu d'effet sur l'opinion. Je me demanderais : pourquoi tout ce temps ? Or rien. Pas l'ombre d'une autocritique.

En dépit des sondages, il n'y a toujours pas d'opinion européenne, car il n'y a pas de rêve européen comme on parle du rêve américain. L'Europe n'est pas non plus une idéologie capable de se substituer à la communauté, ici au socialisme. Elle traverse tous les partis mais n'en constitue aucun ni ne recomposera le paysage politique. L'opinion n'est faite à ce sujet que de nos propres doutes et de nos contradictions, ce qui vaut pour chacun de nous. Ainsi, souvenons-nous de 1972 : de nos craintes d'une Europe anglo-saxonne, de la disparition de la langue française à Bruxelles, du cheval de Troie des Américains sur le continent, d'une zone de libre-échange, ou de nos espoirs par contre que l'Angleterre fasse équilibre à l'Allemagne, empêche toute dérive de l'Europe des Etats. Qui a eu raison ? Qui a eu tort ?

L'Histoire continue. Il n'y a rien d'irréversible.

Qui peut donc dire aujourd'hui si les « fédéralistes » rebutés cette fois l'emporteront pour une révision des traités en 1996, si un jour viendra, preuve qu'il n'est pas arrivé, où la Commission récupérera ce qui lui a été refusé en matière d'union politique et d'union monétaire (1), ni ce qu'il adviendra du lien entre ces deux dernières que, finalement, contre l'Allemagne, nous avons réussi à éviter ?

Dans ces conditions, les commentaires qui sont faits à propos de Maastricht comptent moins que celui qui les a prononcés. Certains propos tenus par le chef de l'Etat dans la mesure où ils se rattachent à l'ancienne rhétorique sur l'Europe, pouvaient inquiéter une partie de l'opinion, une partie de nous-mêmes, sans voir que c'est ce qu'il est, ce qu'il représente, qui justifie de ne pas s'inquiéter outre-mesure. Pour la France telle qu'elle est, c'est-à-dire handicapée dans l'Europe du fait de sa constitution, de sa conception de la souveraineté nationale, de son statut de puissance mondiale, plus encore que

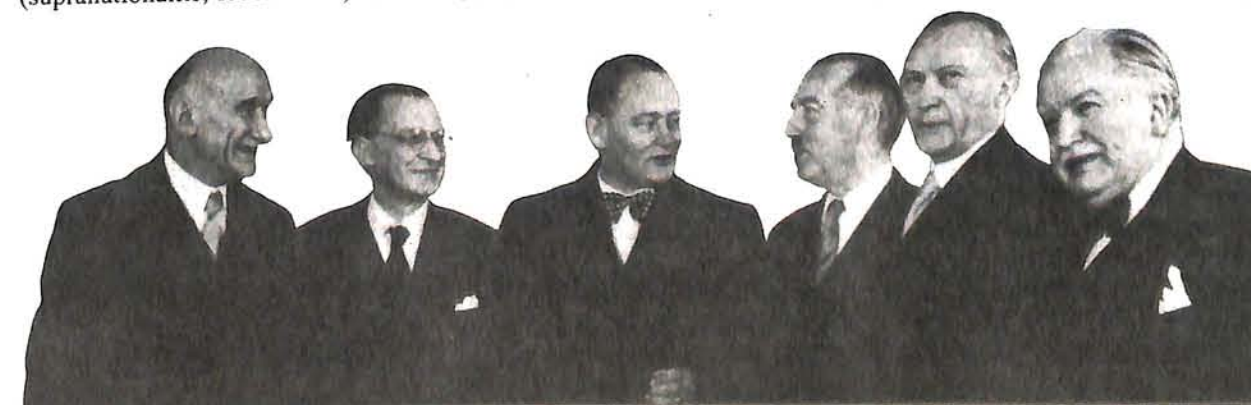
de ses défaillances économiques, seule la qualité de chef d'Etat, unique au sein du Conseil européen, lui permet de faire la différence. Ce n'est pas là affaire de longévité politique - Andreotti est plus ancien aux affaires, Thatcher, Gonzales, Caraco da Silva, le Portugais, ont dépassé la décennie - mais d'indépendance et de statut des pouvoirs lesquels seraient remis en cause par le quinquennat.

La différence entre l'Est et l'Ouest de l'Europe actuellement ne tient pas tellement à la force du sentiment national là et à la volonté d'intégration ici, qui ne justifie aucunement que l'on parle d'opposition ou d'Europe en sens contraire, mais plutôt aux modes d'expression de leurs populations : qu'à l'Est les électeurs votent à plus de 80% pour leur auto-détermination tandis qu'à l'Ouest la désaffection des électeurs ne permettrait peut-être pas d'atteindre sur l'Europe - et à quoi bon ? - le taux de 60% de participation, expliqué en 1972 par la consigne d'abstention des socialistes.

Au total, que ce soit à l'Est ou à l'Ouest, par l'indépendance ou par le marché unique ou les deux, l'Europe ouverte suscite la concurrence avec la multiplication des centres de pouvoir et des pôles de développement selon les théories de François Perroux. Dans cette situation, tout pouvoir qui s'érode lui-même se condamne à perdre. L'exemple de Gorbatchev devrait faire réfléchir.

Le vrai référendum sur l'Europe, c'est-à-dire sur la France en Europe, se jouera sur le quinquennat, c'est-à-dire sur sa capacité extérieure bien au-delà de toute combinaison de politique intérieure.

Yves LA MARCK



« Quelques uns des « pères fondateurs » de l'Europe : Robert Schuman, A. de Gasperi, D. Udo Stikker, P. van Zeeland, Konrad Adenauer, J. Bech »

(1) Dès décembre 1989 : « la fin de l'Europe des commissaires » (Royaliste n° 526).

Tziganes :

Lutter pour être reconnus

● **Royaliste : On vous appelle Tziganes, Roms, Gitans, autrefois on vous désignait comme des « Bohémiens » : est-ce que ces noms correspondent à des réalités différentes ?**

Vanko Rouda : Il faut partir de nos origines, qui sont indiennes. Elles se trouvent plus précisément en Inde du nord-ouest - Rajastan, Pendjab, sud du Cachemire. La grande diaspora gitane s'est scindée en deux courants principaux : l'un est passé par l'Est de l'Europe, un autre par les pays du Moyen-Orient et par l'Afrique du Nord. Ce second courant est proprement celui des Gitans, que nous appelons les *Kalé*, pluriel de *kalo* qui veut dire noir. Quant au premier courant, c'est celui des Bohémiens, que nous appelons *Manouches* : c'est pour vous le Gitan visible, le voyageur que vous rencontrez sur les routes de France, d'Espagne, de Grande-Bretagne.

Le nom de bohémiens vient des lettres de recommandation que le roi de Bohême Sigismond IV avait données à ceux qui voulaient s'établir dans d'autres royaumes. Quant au terme *gitan*, il vient du fait qu'on nous appelait au Moyen Âge « égyptiens », ce qui a donné *gitan*, et *gipsy* en anglais... En Allemagne, les Gitans se font appeler *Sinti*, qui est un des termes traditionnels. L'autre est le mot *Rom* qui désigne l'ensemble du peuple, à la fois gitan et manouche, et qui prévaut sur le plan international : c'est le terme originel, aujourd'hui reconnu par tous. Quant au mot *Tzigane*, son origine reste discutée (il viendrait d'une montagne grecque, ou du bruit que fait le soufflet de la forge...) et on l'utilise parfois pour désigner l'ensemble de la communauté. Enfin, en France, on nous appelle les « gens du voyage », ce qui tendrait à faire croire que l'ensemble de la communauté tzigane est no-

made. En réalité nombre de gitans sont sédentaires : c'est notre culture qui est nomade, et notre forme d'esprit !

● **Royaliste : Quels sont, justement, les éléments constitutifs de votre identité culturelle ?**

Vanko Rouda : L'identité gitane procède de la naissance, qui nous inscrit dans la relation à une origine, à une culture, à une manière d'être qui est conservée dans les rapports sociaux et dans les traditions, notamment les traditions de métier. Mais surtout, l'identité gitane est liée à une forme de pensée qui n'a rien à voir avec la pensée occidentale. C'est une forme de pensée qui est liée à nos origines indiennes, au système ancestral que vous appelez la caste mais que nous désignons comme lignage ou *vitsa* : les *vitsi*, ou tribus gitanes, sont reliées à ce que nous appelons la *natsia*, la nation. Ces communautés, qui vont de la famille élargie à la *natsia*, nous donnent une forme d'esprit qui est indépendante du système politique et social dans lequel nous vivons. C'est cela qui fait la singularité gitane, même parmi les Gitans les plus acculturés - ceux qui ont perdu l'usage de notre langue et de nos coutumes, et qui se sont intégrés ou quelquefois assimilés par l'effet du servage (en Europe centrale) ou à cause des persécutions comme dans notre pays.

Jean Sarguera : On ne peut définir l'identité gitane sans donner un bref aperçu de la lutte de l'homme minoritaire par rapport à l'État-nation, par rapport à la religion majoritaire, par rapport aux pouvoirs totalitaires : on faisait la chasse aux gitans dans le Saint Empire, en Espagne les gitans ont été persécutés par les « Rois catholiques », ils ont été envoyés aux galères en France en raison de leur

pratique différente de la religion majoritaire et il faut se souvenir que des centaines de milliers de gitans sont morts dans les camps nazis. Le Gitan était l'homme méconnu, qui venait d'ailleurs, l'homme qui avait des manières d'être et de vivre différentes, l'homme qu'on associait à la magie. D'où la méfiance, la crainte et la persécution.

Vanko Rouda : Il faut prendre l'homme gitan comme une figure de l'homme universel, qui n'entre dans aucun dogme et qui est très souvent un homme-témoin - témoin des civilisations qui passent, des hommes qui se sédentarisent.

● **Royaliste : Vous avez parlé tout à l'heure des traditions de métier. Est-ce encore important ?**

Jean Sarguera : Oui, le métier

traditionnel qui se transmet de père en fils est un élément important de notre identité. Mais, depuis une trentaine d'années, il y a un appauvrissement des possibilités de travail de ces métiers traditionnels - travail du cuivre, du fer, de l'or, élevage des chevaux.

Vanko Rouda : D'une manière générale, nous vivons aujourd'hui notre identité avec beaucoup de difficultés parce que le monde se veut « cartésien », parce qu'il refuse l'ambiguïté, l'ambivalence, certaines formes de croyance comme la réincarnation, et le point d'interrogation constant que le gitan pose chaque jour sur les vérités. Au contraire, le *gadjo*, le non-gitan, évolue dans des systèmes de vérités religieuses, politiques, sociales, dans lesquelles il nous demande de rentrer.

● **Royaliste : Vous parlez tantôt de peuple gitan, tantôt de communauté. Quelle différence établissez-vous entre les deux concepts ?**

Vanko Rouda : C'est un point d'interrogation pour nous-mêmes... parce que c'est vous qui posez ce point d'interrogation. Quant à nous, nous employons tout naturellement ce mot de *vitsa*, de peuple, dans la langue romani et dans nos différents dialectes. Nous sommes un peuple parce que nous sommes liés par des origines communes, par une histoire commune, par une langue commune et certainement par un avenir commun parce qu'il existe une volonté de faire part de notre message au monde entier.

Jean Sarguera : Cette dimension communautaire, très lignagière, est restée inaperçue de l'extérieur pendant longtemps. Ce qui apparaissait, c'étaient des individus, des groupes, des familles restreintes affrontées à des difficultés et isolées les unes des autres. Par la suite, une connaissance s'est développée, qui a permis d'accéder à la structure interne du peuple gitan, de voir qu'elle était consistante, qu'il y avait là plus qu'une communauté familiale. Quant à la notion de peuple, il faut s'entendre sur ce qu'on met derrière ce mot. Si on donne du peuple une définition politique, si on dit qu'il s'agit d'une collectivité capable de prendre conscience d'elle-même, nous n'en sommes qu'au début de cette prise de conscience. Mais ce peuple existe déjà en filigrane en raison du maintien par différents groupes de leurs traditions spécifiques, et il lui faudra s'affronter aux questions posées par les États modernes, à la logique d'exclusion dont il a été victime et qui, à un certain moment, l'a rendu quasiment inexistant aux yeux des autres, des *gadje*. Au moment où nous voyons

en Europe centrale un retour à des nationalismes très étroits et à des structures tribales, il serait souhaitable que les Tziganes ne prennent pas ce chemin mais soient capables de renforcer leur unité. Nous constatons aujourd'hui que l'identité tzigane est affirmée, parfois revendiquée très clairement par nos intellectuels, mais il est trop tôt pour dire comment cette unité se fera et selon quel statut : minorité nationale ? Certains États l'acceptent. Minorité culturelle ? Est-ce suffisant ?

● **Royaliste : En France, les Tziganes ont-ils ou non un rapport spécifique avec l'État ?**

Vanko Rouda : C'est un rude problème, et c'est un problème de tous les jours. Mais c'est aussi un problème de fond qui est celui de la rencontre entre le peuple gitan et l'État-nation de type républicain. Nous avons d'ailleurs du mal à comprendre la spécificité de la République française, porteuse au départ d'une Révolution universelle, et qui ne se conçoit en fait que dans l'ensemble français, borné par des frontières très strictes et très dur sur le plan culturel puisque la République française s'est efforcée de gommer les différences. Encore de nos jours, on voit combien il est difficile pour un antillais d'être considéré comme Français ! Sur ces points, la communauté gitane française se pose quant à elle beaucoup de questions, et elle a beaucoup de mal à répondre aux questions que lui pose l'État jacobin ! Beaucoup ne comprennent pas que ce qui est bon pour des pays voisins ne saurait l'être pour la France : la royauté en Espagne et dans bien d'autres pays, la démocratie respectueuse des minorités notamment. La manière de penser gitane procède de ses institutions coutumières, et nous ne comprenons pas que la République fran-

çaise ne veuille pas reconnaître l'existence de droits coutumiers sur le territoire national, qui ne remettent pas du tout en cause la citoyenneté française et l'unité du pays.

● **Royaliste : Quelles sont ces coutumes institutionnelles ?**

Jean Sarguera : Elles concernent la manière de décider, qui est collective, et elles sont inspirées par un grand sens de la justice sociale pour nous mêmes, Français minoritaires, et pour les autres c'est à dire pour l'ensemble de nos concitoyens extérieurs à notre communauté. Souligner cela ne signifie pas établir une opposition entre l'homme minoritaire et l'homme majoritaire, qui ont évidemment besoin l'un de l'autre. Mais il faut comprendre que nous portons deux cultures, deux langues, donc deux formes de réflexion. Et nous avons, dans nos relations avec autrui, des problèmes qui proviennent de cette culture particulière : nous avons des problèmes liés à l'honneur et à la moralité avec le *gadjo*, et nous avons du mal à balayer les préjugés qui nous blessent et l'incompréhension qui naît parfois entre les membres d'une communauté très intégrée et les attitudes individualistes...

Vanko Rouda : Pour en revenir à votre précédente question sur nos rapports avec l'État, je dirai que nous avons toujours été soumis à diverses formes de pression, à diverses formes d'assimilation, à diverses formes de ségrégation et de vexations (le carnet de voyage qui existe encore). En outre, nous sommes rattachés au secrétariat d'État à l'intégration, ce qui est tout de même étonnant pour des gens qui sont nés en France, qui sont citoyens français parfois depuis des siècles ! Pour nous, le combat pour la reconnaissance est permanent. J'ajoute que nous acceptons volontiers l'intégration, puisque tel est le mot, mais que nous ne supporterions pas d'être coupés de nos frères de l'extérieur. Car il y a bien une fraternité vivante entre tous les Gitans. L'État est-il capable de l'accepter en tant que telle, en reconnaissant que nous avons droit à notre langue, à notre histoire, à notre culture, et que les cinq ou six cent mille tziganes visibles ont droit à une représentation ? C'est ce que nous espérons.

Propos recueillis par Bertrand Renouvin



■ Lors d'une manifestation des Roms devant l'ambassade d'Allemagne à Paris, Vanko Rouda, président du C.I.R., recueille les identités des représentants des familles déportées en camp nazi.

Maroc

Guerres et paix

Sous un titre tolstoïen (1), un journaliste italien retrace les quarante dernières années de l'histoire du Maroc. Attilio Gaudio, correspondant au Maroc de l'Agence Nationale Italienne de Presse, ami de Allal El-Fassi (dirigeant disparu du parti nationaliste Istiqlal) tente de concilier son désir d'informer objectivement et ses fidélités locales.

Il nous brosse d'abord un portrait original de l'accession du Maroc à sa pleine indépendance et met bien en évidence le contraste entre la myopie des autorités françaises et la patiente obstination des mouvements marocains. On se demande comment le Maroc a pu rester, après tant d'humiliations aussi inutiles que stupides, si francophile !

Attilio Gaudio s'attaque ensuite au dossier du Sahara Occidental où, à force de défendre et d'illustrer les seules thèses marocaines, il en vient à faire douter le lecteur de la justesse de celles-ci (à trop vouloir convaincre...).

Alourdi de communiqués officiels et de considérations touristiques, l'ouvrage s'enlise *in fine* dans une maladroite tentative d'aborder de façon équilibrée (par exemple, en mettant sur le même plan les rapports d'Amnesty International et les communiqués du gouvernement) les épineuses questions sociales et politiques qui ternissent l'image d'un Royaume qu'on aimerait tant aimer sans honte.

Christian MORY

(1) Attilio Gaudio - *Guerres et paix au Maroc, reportages 1950-1990* - Editions Karthala - Prix franco 178 F.

Aidez nous, en vous abonnant !

Terroir

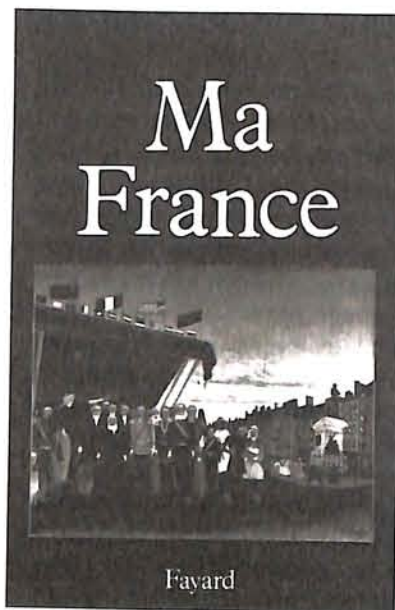
La France d'Eugen Weber

Oui, rassurez-vous, on peut être d'origine roumaine, effectuer ses études en Angleterre, devenir citoyen américain et se montrer fin connaisseur de la France jusqu'à en faire une profession.

Eugen Weber nous l'a prouvé à maintes reprises au gré de ses publications avec notamment « La fin des terroirs » et son « Action française ». Les subtilités de la politique française, qui désespèrent souvent plus d'un observateur étranger pourtant animé de la meilleure volonté, n'ont guère de secrets pour notre homme. Qu'il s'agisse de passer en revue les courants nationalistes de la fin du siècle dernier, d'examiner les ressorts de la stratégie des différentes composantes de la gauche de l'époque ou de tracer le portrait du fascisme français de l'entre-deux guerres, l'analyse est toujours précise, scrupuleuse et très solidement documentée.

Le gros volume (1) que nous livre cette fois Eugen Weber regroupe une série de textes très divers qui s'attachent pour la plupart à décrypter nos mythes et nos phantasmes politiques.

Celui de « nos ancêtres les Gaulois » n'est pas le moindre. S'il s'est quelque peu estompé de nos jours, quoiqu'il fasse encore recette à l'extrême-droite grâce à un Jean-Marie Le Pen qui crut bon d'organiser une « fête gauloise » en 1985, le mythe en son temps reçut les honneurs de la science. Nombre d'historiens à partir de la Révolution et tout au long du XIX^{ème} siècle, surtout à gauche, reconnurent dans la civilisation gauloise les « vraies racines » et les « vrais débuts » de l'Histoire de France. Si à droite on préférait faire commencer les choses avec la victoire des Francs sur des Gallo-Romains complètement décadents, à gauche on estimait que les Gaulois, ces farouches guerriers indépendants et fiers, formaient le peuple fonda-



teur de la Patrie dont le peuple révolutionnaire, vainqueur de la noblesse franque, était l'héritier naturel et le vengeur attiré. Weber montre très bien comment cette thèse, soutenue par un homme comme Augustin Thierry, historien presque oublié aujourd'hui mais jouissant d'une grande influence intellectuelle à son époque, fut reprise par les personnels politiques des deuxième et troisième République et diffusée à travers le pays afin de politiser les masses et les fidéliser au régime républicain. Aux repères religieux combattus par l'anticléricalisme, il fallait substituer des fondements « naturels » que la redécouverte de la « race gauloise », affublée d'une image pure et plébéienne, permettait d'établir.

Mais on ne se livre pas impunément au bricolage idéologique et à la manipulation des mythes fabriqués de toutes pièces à partir d'hypothèses théoriques plus ou moins sérieuses. Les mythes appellent d'autres my-

thes. A cet égard, la fin du XIX^{ème} siècle, où la science se nourrit du phantasme et inversement, reste un laboratoire de recherches particulièrement productif. Le mythe de la « race française » se prolonge dans celui du « complot des Juifs » concocté et promotionné par la droite mais aussi consommé par une partie de la gauche dont l'anticapitalisme primaire et pompier ne faisait pas dans le détail. Par ailleurs, comme l'indique Weber, la bourgeoisie de gauche alors aux affaires avait aussi intérêt à déplacer les luttes de classes vers les antagonismes de races.

L'auteur consacre également de belles pages à un de nos phantasmes favoris. Un de nos préférés, parce que peut-être le moins faux et que, sans lui, la France ne serait sans doute pas la France. Celui aussi qui, à force de malentendus, est à l'origine de tous les autres : notre désir de révolution. Changer la vie, changer l'homme c'était le programme minimum de toutes les plates-formes révolutionnaires de 1789 à 1968. Et puis la vie a changé et la vie nous a changé aussi. Mais, si comme le dit Weber, « la société de consommation a consommé la révolution », je n'en conclurais pour autant à l'extinction de notre soif de justice. Peut-être sommes nous simplement en train d'assister à la mue difficile de notre désir révolutionnaire qui, après son adolescence « mythologique », cherche maintenant des réponses plus adaptées à la complexité des sociétés modernes.

La figure de Marc Bloch, évoquée dans le livre avec émotion, pourrait d'ailleurs utilement inspirer les futurs révolutionnaires, lui qui avait su joindre à la rigueur de l'historien des Annales la générosité du résistant.

François VERRAZZANE

(1) Eugen Weber - *Ma France* - Ed. Fayard - Prix franco 178 F.

IDÉES

L'Europe, c'est-à-dire l'humanité

Dans le monde des revues, voici une naissance deux fois bienvenue. D'abord parce qu'elle marque, par son titre même (1), le retour de la philosophie politique auquel sa directrice Blandine Barret-Kriegel a tant contribué. Mais aussi par le choix d'un premier thème de réflexion - l'Europe - qui est, sous la banalité des discours, d'une belle et stimulante complexité.

Précisons d'emblée qu'il n'est pas question dans ce numéro des aspects institutionnels de la construction européenne (point ignoré ni méprisé mais au contraire précisément inscrit dans sa perspective juridique) mais de l'idée, de la pensée, de l'identité ou si l'on veut de la culture européenne telle qu'elle est conçue et vécue dans sa relation à l'universel.

Ah ! la culture européenne... On la salue de loin d'un coup de chapeau, on égrène les grands noms et les grandes œuvres avant de retourner aux tâches politiques du jour. Platon a toujours la cote, chez les hommes politiques interrogés par la revue, même chez les plus cyniques, et Marx tient le coup. Ont-ils consulté un catalogue, ou apprécient-ils vraiment ceux qu'ils ont cités ? Mystère... En tous cas, pour les rédacteurs de « Philosophie politique », pas question de se parer de références culturelles comme on mettait autrefois son costume du dimanche, ni de les mettre au service d'une stratégie médiatique esquissée naguère chez Bernard Pivot et désormais étendue au continent européen. Nous avons affaire à une réflexion savante, assurément rigoureuse, mais exposée avec un souci de clarté (2) qui la rend accessible au public extérieur à l'Université. Mieux, ce numéro sera utile aux citoyens accablés de définitions contradictoires, qui recèlent autant d'oublis que d'exclusives inavouées. L'Europe, faut-il toujours la penser selon la parole originelle de la Grèce comme le fit Heidegger « oubliant » la tradition hébraïque, est-ce seulement l'Europe chrétienne célébrée par un pontife catholique soucieux de reconquête spirituelle, ou celle des Lumières qui auraient été immédiatement porteuses de république et de démocratie ? On ne s'en tirera pas non plus en invoquant Athènes, Rome et Jérusalem, quelques monuments et les célèbres « anciens parapets » qui font si bien dans le paysage. Alors ?

Alors pour se repérer dans ce que l'excellent Alexis Philonenko nomme « l'Archipel de la conscience européenne » (3), il faut suivre des guides très sûrs qui nous permettront de retrouver des itinéraires perdus, de redécouvrir des penseurs couverts d'opprobre, et de commencer à rassembler nos idées en vue d'une philosophie politique de l'Europe.

Renouer avec le Moyen Age

Retrouver des itinéraires perdus, c'est d'abord renouer avec le Moyen Age et reconnaître, comme nous y invite Léo Moulin, que l'Europe en est la « fille aînée ». Ampleur de notre dette à l'égard de la raison médiévale, de la technique médiévale mais aussi des règles électorales et délibératives en usage, notamment, dans les ordres religieux. Voici balayée la légende absurde de l'obscurantisme « moyenâgeux », qui se double ordinairement d'une apologie de la Renaissance finalement assez étrangère à l'esprit de ce temps.

Arrachant la trop méconnue et très savante Frances Yates aux courants les plus douteux de l'ésotérisme contemporain, Blandine Barret-Kriegel souligne en reprenant ses travaux ce que la révolution scientifique de la Renaissance doit à l'hermétisme et au kabbalisme juif puis chrétien qui font prévaloir, contre Aristote,

l'idée d'infini. Quant à Franck Tinland, il montre que l'Etat de Droit est un héritage du XVII^{ème} siècle européen à travers une analyse du « Léviathan » de Thomas Hobbes, qu'on cite d'ordinaire avec horreur sans l'avoir toujours lu. Ainsi, les lumières de la raison ont brillé de mille feux sans lesquels le siècle des Lumières n'aurait pu advenir comme l'explique Paul Vernière dans une forte synthèse qui nous permet de prendre l'exacte mesure des enjeux politiques et des impasses dont nous restons aujourd'hui prisonniers.

Au chapitre des redécouvertes, ainsi inauguré par la relecture de Hobbes, il faut inscrire l'étude que Bernard Bourgeois a consacrée à la philosophie allemande de l'Europe. Emmanuel Kant impressionne, dont l'œuvre semble réservée aux agrégés de philosophie. On sera frappé par l'actualité et la pertinence du philosophe de Königsberg, qui est... un des ancêtres du projet de Confédération européenne. Cette Europe, que Kant identifie à la rationalité, ne saurait être réduite à son expression géographique ni représentée par une seule de ses nations - la française, ou l'allemande. Elle ne saurait non plus prendre la forme d'un Etat supra-national, nécessairement despotique, mais au contraire réaliser son idée par la coexistence pacifique des nations, dans un « congrès permanent des Etats ». Nous voici prêts à ouvrir timidement Kant en attendant le deuxième numéro de la revue, qui lui sera consacré. Mais Hegel ? Dénoncé comme « maître-penseur » par les Nouveaux philosophes, sa cause semblait entendue : système totalisant, logique totalitaire, et le Goulag comme conclusion de la « Phénoménologie de l'Esprit ». Au contraire, Bernard Bourgeois nous donne à lire un philosophe libéral, ennemi de l'impérialisme - germanique ou non - et attaché à l'équilibre des nations unifiée par l'esprit.

Redécouvrir Kant et Hegel

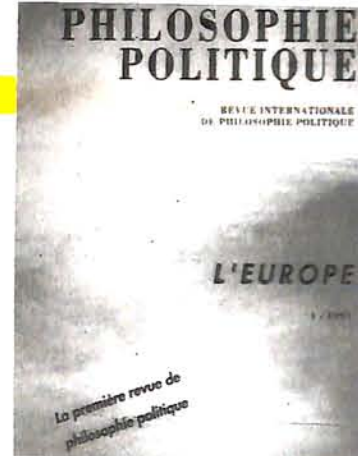
Mais aujourd'hui ? L'équilibre n'est pas atteint, et l'unité n'est pas faite. Rappelant comment les empires qui ont voulu unifier l'Europe sous prétexte de catholicisme et par pure volonté de puissance ont été brisés, Alexandre Adler montre que la grande Europe démocratique qu'on croyait en bonne voie il y a deux ans n'est qu'une hypothèse, l'autre étant celle d'un national-populisme qui sévit désormais à l'Est comme à l'Ouest. Sommes-nous déjà devant l'alternative posée par Husserl en 1935 - celle où l'Europe aurait une nouvelle fois à choisir entre « la haine de l'esprit » et l'« héroïsme de la raison » ? Il faut espérer, en méditant avec François Guéry sur la couleur de l'Europe, que celle-ci poursuivra le projet rationnel inauguré dans la Grèce antique jusqu'au point où elle atteindra son universalité « car l'humanité est "Europe", et le saura tôt ou tard ». Qu'on partage ou non les points de vue exprimés, ce premier numéro de « Philosophie politique » donne amplement matière à penser.

B. LA RICHARDAIS

(1) Philosophie politique, n°1, L'Europe, Presses Universitaires de France, octobre 1991 - Prix franco 140 F.

(2) ...malheureusement atténuée par de regrettables coquilles : l'ouvrage de Husserl « La crise de l'humanité européenne et la philosophie » devient crise de « l'immensité » européenne (!), l'anthropologue Georges Balandier fait place à un certain Georges « Balandin » et Olivier Mongin, directeur d'Esprit, est remplacé par O. « Mougine ». N'y aurait-il donc plus de correcteur aux P.U.F. ?

(3) Alexis Philonenko, *L'Archipel de la conscience européenne*, Grasset, 1990.



Les « piques » d'Alphonse Karr

Alphonse Karr, de Montmartre, Etretat, Sainte-Adresse, Nice, Saint-Raphaël, éphémère patron du *Figaro*, industriel en fleurs coupés et chroniqueur-orchestre de son mensuel *Les Guêpes*, mérite bien qu'on lui rende quelques-uns des « mots » qui de lui se colportent encore. De l'impertinent « Plus ça change, plus c'est la même chose ! » au bien-fondé gouailleur de la riposte aux abolitionnistes en peine de mort : « Que MM. les Assassins commencent ! », le répertoire de Karr a pris moins de rides que le « Canard enchaîné » d'hier.

Voici donc, extraites du florilège que Charles-Armand Klein nous offre en éternelles, quelques saillies de ce curieux ermite, ami de Lamartine, Hugo, Sand et du petit peuple des

L'écrivain romantique, célébré en son temps pour son beau désespoir d'amour « Sous les tilleuls », est aussi, de 1830 à 1890, le satiriste le plus mordant d'un siècle que les piqures de sa plume et sa mythique silhouette de pêcheur-jardinier-poète obsèdent, indisposent et illustrent tour à tour.

ports et des calanques, qui rêvait de ne laisser que « six ou huit petites phrases »... Il en reste bien plus, que l'on croirait écrites ce matin-même. « Les apôtres deviennent rares, tout le monde est Dieu ». « Il n'y a pas beaucoup de riches qui auraient les moyens d'être pauvres... » « Le Pouvoir a ceci de particulier... qu'il ne peut rien ». « En France, on ne veut pas arriver à la démocratie mais PAR la démocratie. C'est comme les marchands de tisane qui crient leur marchandise mais n'en boivent jamais ». « J'aime mieux ne pas avoir de meu-

bles et qu'ils soient à moi ». « C'est aux peuples qui viennent de s'affranchir... que les tyrans ont coutume d'offrir la liberté et une constitution : Vous avez tout repris, je vous en donne la moitié ». « Quand jeliis : telle reine est accouchée d'un prince - il me semble toujours qu'il s'agit d'un phénomène, comme si elle mettait au monde un canari ou un lapin ». « Il est facile d'aimer une république dont on est le président ». « Les gens trop catholiques arrivent facilement à être un peu païens et pas du tout chrétiens ». « Si l'on veut gagner sa vie,

il suffit de travailler. Si l'on veut devenir riche, il faut trouver autre chose ». « La botanique est l'art de dessécher les plantes entre des feuilles de papier brouillard et de les injurier en grec et en latin ». « Ne droguons pas la terre ». « Quel homme que monsieur Thiers - est-il assez fort, est-il assez malin ! Il faut le nommer président à vie, 1er, 2e, 3e consul - ou mieux, roi de la République ».

J'ai gardé pour la fin cette définition du parfait conservateur : « Conserve ce que tu as pris, et tâche de prendre ce que les autres ne conservent pas assez ».

Luc de GOUSTINE

La vie multiple d'Alphonse Karr par Charles-Armand Klein, éd. H.d.F. 41120 Chailles, Prix franco 127 F.

Virée

Encore des perdants !

Les « Arcandiers », premier film réussi de Manuel Sanchez, avec Simon de la Brosse, Dominique Pinon, Charles Schneider dans les principaux rôles. Qu'est ce qu'un arcandier ? C'est un individu brouillon et inefficace dont les actions n'aboutissent à rien. Un arcandier ça va, trois arcandiers bonjour les dégâts... Quand on n'appartient pas à la « France qui gagne », qu'on refuse l'hypnose télévisuelle et qu'on vit dans un bled paumé du centre de la France, Fourchambault-sur-Loire, ce n'est pas l'envie de partir qui vous manque. A défaut de

Ainsi font, font, font, les petites marionnettes, trois petits tours et puis s'en vont. Triste destin... mais cela donne un film agréable.

croire au Père Noël ou à Bernadette Soubirou (tentative ratée du vol de la châsse de la Sainte) il ne reste plus qu'à rêver d'un nouvel Eldorado : le Brésil (« Là où les Portugais parlent espagnol » selon Hercule, le plus niais de la bande).

Les voilà donc partis nos trois zigotos, plus tristes et blasés les uns que les autres, pour une échappée hivernale aussi sinieuse et ensablée que la Loire, dans une vieille

Mercedes pourrie en direction de Saint-Nazaire (« C'est qui saint Nazaire ? ». Réponse : « ça doit être le saint des nazes ». Chut, on ne rit pas, svp) avec l'espoir de s'embarquer pour l'Amérique du Sud. Quand l'échec préside à votre destinée, quand la poisse vous colle à la peau, rien n'y fait, tout va à vau-l'eau. Et ce n'est pas l'amour qui pourra y changer quoi que ce soit, surtout venant de la part d'une femme fade et équivoque

(Géraldine Pailhas, sans commentaire...) ou de la rencontre d'un personnage loufoque aussi braque et branlot que vous (Yves Alfonso, grande gueule, admirateur de Johnny « que je t'aime, que je t'aime ». Et bien pas moi, t'en fait un peu trop).

Tout cela est bien triste, c'est vrai et ne peut qu'aboutir à une gigantesque embardée, à un grand flop dans la Loire bien sûr. Et pourtant cela donne un film agréable et plaisant à voir.

Hugues BOCQUILLON

Ile-De-France DEUX DATES :

SAMEDI
11 JANVIER
à partir de 15 heures
POT DU
NOUVEL AN
dans nos locaux
17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris

SAMEDI
25 JANVIER
à 15 heures
à la Bastille
MANIFESTATION
NATIONALE POUR
L'INTÉGRATION

MERCREDIS DE LA NAR

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre et gratuite), elle s'achève vers 21 h 45. Un buffet chaud est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du buffet 24 F).

● **Mercredi 15 janvier** - Septennat ou quinquennat ? Régime présidentiel ? Mandat renouvelable ou non renouvelable ? L'annonce, par François Mitterrand, d'une modification de la Constitution a relancé un débat que l'on croyait clos depuis longtemps. **Olivier DUHAMEL**, professeur de Droit public, vient de publier « **Le pouvoir politique en France** » et c'est ce livre que nous lui avons demandé de venir présenter, mais il est certain que sa récente prise de position en faveur d'un quinquennat non renouvelable ne manquera pas de donner de l'animation à notre débat.

● **Mercredi 22 janvier** - Sujet non encore fixé.

● **Mercredi 29 janvier** - Quand on parle des quelques millions d'étrangers qui vivent aujourd'hui en France, on oublie un peu trop

souvent de se demander s'ils sont arrivés là par hasard, fortuitement, ou si leur présence sur notre sol n'est pas le résultat d'une politique volontaire. Pour **Patrick WEIL**, maître de conférences à l'I.E.P., cette politique de l'immigration existe même si elle a parfois été masquée pour des raisons politiciennes. Il viendra nous présenter son livre « **La France et ses étrangers** » dans lequel il décortique cette politique de 1938 à nos jours.

INVITATIONS POUR LES MERCREDIS DE LA NAR

Pour recevoir régulièrement les invitations pour nos réunions des « **mercredis de la N.A.R.** », faites-nous en la demande.

Pour des raisons d'économie nous n'envoyons le programme qu'aux personnes l'ayant demandé explicitement

21 JANVIER

La messe traditionnelle en mémoire de Louis XVI sera célébrée le **mardi 21 janvier à 12 h 45** en l'église Saint Germain l'Auxerrois, Place du Louvre (face à la colonnade) Paris 1^{er}.

Grand Ouest LES POINTS-RENCONTRE POUR LA DEMOCRATIE

A partir de janvier, la NAR organise des Points-Rencontre pour la démocratie à Angers, au Mans, à Nantes ainsi qu'à Rennes et Dinan. La délégation régionale de la NAR au cours de sa dernière réunion a décidé de créer une association pour porter les Points-Rencontre. Elle aura pour nom : Club pour la Nouvelle Citoyenneté. Il sera dans sa vocation d'organiser des débats publics et des sessions de formation et de réflexion. A travers ces réunions, la NAR affirme la nécessité du débat public en démocratie. Pas de démocratie sans citoyens se rencontrant pour confronter leur perception des choses, pour élaborer des projets pour les mettre en oeuvre. A travers ces réunions, au moment où tous nos repères faiblissent, où chaque événement suscite plus d'inquiétude que d'espoir, nous voulons affirmer l'urgence de repenser la politique, puisqu'elle est la condition première de l'unité, de la justice et de la liberté. Trois centres d'intérêts ont été retenus :

- **Les institutions** selon deux points de vue : le bilan de la décentralisation et le projet de réforme des institutions.
- **L'identité française** : pour garder raison, pour surmonter nos peurs, l'étude de notre tradition n'est-elle pas le plus sûr garant ?
- **La politique économique** : peut-on geler le débat plus longtemps en affirmant qu'il n'y a pas d'autre politique possible ?

Les Points-Rencontre sont ouverts à tous nos lecteurs et sympathisants. N'hésitez pas à prendre contact avec le délégué régional : Nicolas Lucas en lui téléphonant au 41.48.95.03.

JANVIER 1992

● 6/01/92 : Réunion de la délégation "NAR 35" à 18 h. rue de Chateaudun.

POINT RENCONTRE de RENNES 16, rue de Chateaudun à 19 h. (30 99.68.73.29.) Pour une nouvelle Citoyenneté;

● 14/01/92 : Réunion de la délégation NAR 49 " Hôtel Continental à 18h.

POINT - RENCONTRE d'ANGERS : Hôtel Continental à 19 h. 30 (41.48.95.03.) Pour une nouvelle Citoyenneté

● 21/01/92 : Réunion de la délégation "NAR 72" Maison des associations à 18 h.

POINT RENCONTRE du MANS - Maison des associations à 19 h. 30 (43.93.89.47.) Pour une nouvelle Citoyenneté

● 31/01/92 : Réunion de la délégation "Côte d'Armor" à 18 h Présence de B. RENOUVIN (?)

POINT RENCONTRE de DINAN à 19 h 30 (96.85.20.10.) Pour une nouvelle Citoyenneté

● DÉLÉGATION RÉGIONALE DE LA NAR - Contact : Nicolas LUCAS Tel. 41.48.95.03.

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

.....

.....

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

«Royaliste», 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Devant les guerres civiles

Au plus fort de l'enthousiasme suscité par la libération des peuples de l'Europe asservie, nous avons dit que l'effondrement du communisme n'ouvrirait pas les portes du paradis démocratique (1). Qu'elle se fige dans un empire moribond ou qu'elle reprenne son cours, l'histoire ne cesse d'être violente - tragique essentiellement...

Nous avons dit cela, triste banalité, en espérant autre chose que le retour des vieux démons : une renaissance de l'Europe enfin réunie, un développement des échanges et une mise en commun des projets dans le respect de traditions nationales paisiblement retrouvées et librement vécues. Dès lors que des principes de légitimité seraient affirmés et reconnus, disions-nous, les violences possibles ne deviendraient pas des fatalités.

DISLOCATIONS

Nous voici, à présent, dans les dangereux remous des courants contraires - celui de l'union d'une partie de l'Europe, qui risque d'être mal comprise si tant est qu'elle soit pleinement maîtrisée ; celui de l'éclatement d'un empire, du démembrement de ses nations, de l'affrontement entre des peuples ou entre des fractions de peuples. Des États se cherchent à travers des nations problématiques (la Biélorussie notamment), s'inventent au nom de l'unité d'un peuple en fait fortement bigarré (la Macédoine par exemple) tandis que l'Allemagne semble reprendre le chemin d'une politique de puissance. Notre voisine n'a-t-elle pas procédé à une reconnaissance anticipée de la Slovénie et de la Croatie, et ne vient-elle pas de réclamer la reconstitution d'une « République de la Volga » qui regrouperait à nouveau les descendants des colons germaniques invités par Catherine II à s'établir en Russie ?

Prenons-en bonne note, sans polémiquer : cette reconnaissance est peut-être l'effet d'une campagne d'opi-

nion qui aurait fait céder le pouvoir, et il faut peut-être voir dans la petite affaire de la Volga le poids d'anciennes habitudes culturelles fondées sur une conception ethno-linguistique de la nation, que la logique européenne finira bien par balayer. Et s'il y a plus que cela - volonté de puissance et provocation - gardons-nous d'une démagogie nationaliste qui ferait naître, ou croître, les dangers dont elle est censée nous protéger.



Il importe de garder raison, et pas seulement devant quelques écarts de conduite commis outre-Rhin. La tentation est forte, face aux tensions, aux divisions, aux sécessions et aux affrontements qui se produisent à l'Est, de faire apparaître des bons et des méchants, selon des fractures géopolitiques nettes et en fonction de critères simplifiés. D'aucuns rêvent d'une Europe de Gibraltar à Prague, qui abandonnerait les pays slaves de tradition orthodoxe à leurs convulsions et à leur prétendue barbarie. D'autres, ou les mêmes, prennent parti dans la guerre civile yougoslave et dénoncent en de retentissantes tribunes le national-communisme serbe et son « armée rouge » avec l'outrecuidance que donne une connaissance récente et superficielle des questions balkaniques. Ainsi André Glucksmann qui, dans un article irresponsable (2), presse la France et les Français de s'engager dans le conflit aux côtés de Zagreb.

Que l'on m'entende bien : nul ne saurait faire de moi, vieil amoureux de la Yougoslavie, un partisan du nationalisme serbe qui demeurerait résolument aveugle devant ses massacres et ses destructions. Je dis, comme tant d'autres (3), que le seul parti à prendre dans cette guerre civile, comme souvent, est celui de l'apaisement, et que la seule attitude politique sensée est de favoriser la naissance ou la renaissance d'un pouvoir légitime. Sa forme est en l'occurrence une question secondaire : très attentifs à l'action que mènent Michel de Roumanie, Siméon de Bulgarie et Alexandre de Yougoslavie, hommes de paix et démocrates incontestables, nous demandons que le service qu'ils peuvent rendre soit pris en considération. Mais nous ne ferions pas la fine bouche devant une République capable d'assurer ou de rétablir la paix civile dans la liberté.

Ce qui vaut pour la Yougoslavie vaut pour les autres pays - d'ailleurs, selon quels critères pourrions-nous adopter la cause des Tchèques plutôt que celle des Slovaques, et soutenir les Moldaves contre les russophones de Moldavie ? Droits de l'homme, droit des États, droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, droit des minorités, tout doit être pensé et ordonné en même temps tandis que certains dirigeants et certains groupes trouvent plus simple et plus payant de réveiller les fanatismes identitaires. Beaucoup s'emploient à créer les conditions de la paix, cherchant une théorie de l'ensemble européen, tentant d'établir un système des droits et apportant leur aide de toutes les manières, sur tous les terrains, à tous les hommes qui souffrent de la guerre ou de la misère. On aura beau souligner les insuffisances, les échecs et les faux pas, ces engagements auront toujours plus de valeur que les campagnes d'enrôlement, même verbal, d'un côté ou de l'autre d'une ligne de front.

N'oublions pas, non plus, que ce qui vaut pour l'Europe vaut aussi pour nous-mêmes. La France n'est pas plus à l'abri de la violence qu'aucun autre pays.

Bertrand RENOUVIN

(1) cf. l'éditorial « Vent d'Est », *Royaliste* n°529, 22 janvier 1990.

(2) « Un Pear-Harbor moral », *Le Monde*, 11/12/1991.

(3) cf. Yan de Kerouguen, « Décourager la guerre », *Esprit*, janvier 1992.